Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses

Résumé des conférences et travaux

128 | 2021

Annuaire de l'EPHE, section des Sciences religieuses
(2019-2020)

Histoire de la religion et de la pensée dans la Chine ancienne

Marianne Bujard

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asr/3620>

DOI : 10.4000/asr.3620

ISSN : 1969-6329

Éditeur

Publications de l'École Pratique des Hautes Études

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2021

Pagination : 23-30

ISSN : 0183-7478

Référence électronique

Marianne Bujard, « Histoire de la religion et de la pensée dans la Chine ancienne », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences religieuses* [En ligne], 128 | 2021, mis en ligne le 19 juillet 2021, consulté le 09 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/asr/3620> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/asr.3620>

Tous droits réservés : EPHE

Histoire de la religion et de la pensée dans la Chine ancienne

Marianne BUJARD

Directeur d'études

La possibilité d'acter par une inscription l'acquisition pérenne d'une terre nous a conduits à passer en revue les polémiques qui eurent cours en Chine après 1949 sur les différents types de propriété. Nous nous sommes appuyés sur un article rédigé en 2007 par Yan Guimei, qui propose de distinguer trois périodes dans la conduite des débats : les années 1950-1960, 1970-1980 et après 1980¹.

La première période fut marquée par l'examen de la validité des thèses de Marx sur le despotisme oriental et le mode de production asiatique. La question de l'existence d'une propriété privée de la terre hors du contrôle de l'État divisa les chercheurs, les uns affirmant qu'elle existait dès les réformes de Shang Yang 商鞅 au IV^e siècle avant notre ère, réformes qui en autorisaient en outre le commerce, d'autres au contraire soutenant qu'il ne s'agissait que de tenure et que la pleine propriété était conservée par l'État. Les premiers contestaient la validité du modèle marxiste pour la Chine, les seconds au contraire l'entérinaient. La teneur des débats suivit un cours parallèle à ceux qui se déroulaient en URSS. Finalement, les discussions, faute de documents suffisamment explicites pour imposer une interprétation plutôt qu'une autre, n'aboutirent à aucun consensus et furent brutalement interrompues par la Révolution culturelle (1966-1969).

La deuxième période fut marquée par les découvertes des documents de Shui-hudi 睡虎地 au Hubei (1975) et de Haojiaping 郝家坪 dans le district de Qingchuan 青川 au Sichuan (1979). Nous avons lu et traduit la tablette en bois découverte dans la tombe M50 qui se compose de 121 caractères au *recto* et 33 au *verso* (M50:16). Le *recto* fixe la largeur des champs cultivés, la hauteur des digues et énumère les activités propres à chaque mois de l'année, telles que l'entretien des digues et des voies d'irrigation. Le *verso* de la fiche indique les jours où les travaux sont interdits². Interdictions qui, comme l'enseignent les « livres des jours » (*rishu* 日書),

-
1. Yan Guimei 閻桂梅, « Jin wushi nian lai Qin Han tudi zhidu yanjiu zongshu » 近五十年來秦漢土地制度研究綜述, *Zhongguo yanjiu dongtai* 中國史研究動態 (2007. 7), p. 9-18.
 2. Qingchuan xian wenwu guanli suo 青川縣文物管理所, *Qingchuan Haojiaping Zhanguo mu mudu kaogu faxian yu yanjiu* 青川郝家坪戰國墓木牘考古發現與研究, Bashu shushe, Chengdu 2018.

peuvent toujours être contournées en cas de nécessité. Grâce à ces découvertes, le débat sur la propriété foncière prit un tour moins théorique. Les interprétations divergentes des documents de Shuihudi et des réformes de Shang Yang reproduisirent néanmoins les anciennes dissensions, tandis que la dispute ne porta plus seulement sur la propriété de la terre mais sur sa gestion et ses différents modes d'allocation, ou plus largement sur le degré de contrôle de l'économie par l'État. Les prescriptions sur les dimensions et le bornage des champs furent tenues par les uns comme des preuves d'une possession privée tandis que d'autres n'y voyaient que les marques d'une gestion étatisée. Certains chercheurs plaidèrent pour l'existence concomitante de plusieurs régimes de propriété – étatique, seigneurial, individuel ou collectif, ce dernier se réalisant au niveau d'un village. Ils s'interrogèrent sur la nature du système d'allocation provisoire *shoutian* 授田 vis-à-vis de celui des terres données en fonction du rang ou du mérite militaire *mingtian* 名田. Le premier système accréditait la propriété de l'État sur les terres, puisqu'il ne faisait qu'en attribuer un lopin à une famille pour le reprendre au terme d'une période donnée, tandis que le second supposait une forme de privatisation, l'usage prolongé du lopin aboutissant à un usage illimité dans le temps.

La troisième période débute avec la découverte en 1983 du « code de lois et d'ordonnances de la deuxième année » ou *ernian lüling* 二年律令 (186 A.C.) dans la tombe n° 247 du cimetière de Zhangjiashan 張家山 au Hubei. De nouvelles données étaient désormais disponibles au regard du commerce de la terre dont la vente et l'achat étaient régis par la loi. Certains y virent la persistance de la propriété d'État, puisque les transactions commerciales n'étaient pas libres. Les discussions furent encore alimentées par la prise en considération des changements survenus au cours du temps qui furent mieux appréhendés grâce aux nouveaux matériaux. Ainsi, pour certains, le système *mingtian* ne put fonctionner que durant la dynastie des Qin et dans des régions peu peuplées, l'accroissement de population et la constitution des grandes propriétés foncières sous la dynastie suivante des Han rendant ce système caduc. Pour d'autres, ce mode de distribution des terres au mérite aurait persisté jusqu'au règne de l'empereur Wen (r. 180-157), durant lequel la constitution de latifundia atteste de l'ampleur des transactions foncières.

Les débats sont loin d'être clos. Revenant sur leur contenu, nous avons d'abord fait remarquer que la notion de propriété, telle qu'elle est définie en Occident, ne correspond pas aux données chinoises, où la terre est occupée par un propriétaire privé tout en demeurant possession de l'État. De plus, il nous est apparu qu'une étude complémentaire devrait s'intéresser aux enjeux contemporains qui influencèrent sans doute les positions des spécialistes. Les polémiques s'engagèrent alors que la campagne de collectivisation voulait éradiquer la petite propriété privée ; au tournant des années 1980, c'est au contraire la décollectivisation et le démantèlement des communes populaires qui étaient à l'œuvre. Il y a fort à parier que les analyses concurrentes ne se cantonnèrent pas au pur débat scientifique mais servirent, ou tentèrent de fléchir, des décisions politiques lourdes de conséquences. Nous n'avons pas étudié plus avant ces questions qui relèvent de l'histoire politique de la Chine au xx^e siècle.

Nous intéressent aux témoignages épigraphiques relatifs à la propriété foncière, nous avons, pour commencer, examiné trois courtes inscriptions rupestres datées respectivement de 68 A.C., 16 A.D. et 76 A.D., toutes destinées à enregistrer l'achat d'un terrain montagneux. Bien que la plus ancienne ne le précise pas, il est probable que comme les deux autres le notent clairement, elle acte aussi l'achat d'un terrain destiné à abriter le cimetière familial de l'acquéreur. En gravant une inscription, celui-ci entend s'assurer que ce bien restera en sa possession durant les générations futures. Nous nous sommes attardés sur les nombreux colophons attachés à l'inscription de l'an 16 de notre ère, découverte en 1817 près de Jinan. Connue sous le nom de « Pierre de Laizi hou » (萊子侯刻石), son nom est déjà une énigme. En effet, le patronyme Lai n'est pas attesté sous les Han bien que le prénom Zihou existe (c'est celui du fils du fameux général Huo Qubing). Nous avons proposé de comprendre « duc de Laizi », Laizi guo (萊子國) étant le nom d'un ancien royaume dans le nord du Shandong. Certains spécialistes estiment en outre que l'inscription ne désigne pas l'achat d'un terrain destiné à un cimetière mais les travaux de bornage d'une propriété. Nous avons alors étudié à des fins de comparaison deux inscriptions décrivant les frontières entre deux districts. Elles comptent quelques dizaines de caractères chacune et ont été découvertes en 1987 et 1998, sur des parois rocheuses de la côte orientale de l'île de Donglian 東連, en face de la ville de Lianyungang 連雲港 au Jiangsu. Leurs contenus similaires indiquent en termes topographiques la frontière entre deux districts du continent situés en vis-à-vis de l'île. Plusieurs questions demeurent toutefois en suspens. Si la date de l'une des pierres est clairement indiquée, 12 de notre ère, soit pendant la courte dynastie des Xin (9-23), les noms des districts ne sont pas ceux qui étaient utilisés à cette époque où la toponymie avait été changée. Il faudrait dès lors admettre que cette nouvelle nomenclature n'était pas parvenue jusqu'aux régions côtières de l'empire. Ce qui ne va pas de soi puisque la gravure des pierres a été réalisée par un inspecteur de l'administration du gouverneur de la province de Xuzhou 徐州, censé être au fait des décisions prises au niveau central. Autre problème : les deux districts ne sont pas contigus mais séparés par trois autres districts. Les spécialistes chinois supposent qu'il s'agit non pas de frontières terrestres mais maritimes – les premières au monde, ne manquent-ils pas de préciser – permettant de répartir entre les deux districts les taxes prélevées sur les produits de la mer. Bien des doutes subsistent sur la destination de ces inscriptions mais nous avons noté qu'elles diffèrent considérablement de l'inscription de 16 de notre ère qui ne contient aucun des termes topographiques employés ordinairement pour délimiter l'espace (« au sud de telle rivière », « au nord de telle montagne »). Nous en restons à l'interprétation commune qui tient cette inscription pour un contrat d'achat d'une terre destinée à un cimetière familial.

Nous nous sommes intéressés ensuite à une inscription datée de 159 de notre ère gravée sur une pierre découverte en 1958 à Nanyang au Henan³. Elle a été étu-

3. Zheng Jiexiang 鄭傑祥, « Nanyang xin chutu de Dong Han Zhang Jing zao tuniu bei » 南陽新出土的東漢張景造土牛碑, *Wenwu* 文物 11 (1963), p. 1-3.

diée et en partie traduite par Patricia Ebrey⁴. Le texte conserve la procédure qui permit à un certain Zhang Jin 張景 de se soustraire à l'obligation d'occuper une charge dans l'administration du district (*xianli* 縣吏), d'exercer le commandement d'une escouade de cinq ou dix hommes (*liezhang* 列長, *wuzhang* 伍長), ainsi que d'être dispensé de corvée. En échange, Zhang Jin s'engagea à modeler à ses frais tous les ans le bœuf de terre, ainsi que tout le dispositif utilisé lors des rites qui marquaient au printemps la reprise des travaux agricoles. Faisant valoir la fatigue que ces travaux provoquaient pour le peuple et les tracasseries des employés d'administration qui les organisaient, Zhang Jin, en s'acquittant de cette tâche, entend agir pour le bien public. Les autorités lui ayant accordé ce privilège, il pourra le transmettre à ses enfants et petits-enfants. Voici la traduction du début de l'inscription qui contient les principaux éléments :

[Stèle de Zhang Jing]

La préfecture annonce au [district] de Wan (au nord de Nanyang) que le sieur Zhang Jing a fait la déclaration suivante : « Le bœuf de terre façonné à l'extérieur de la porte sud de la préfecture pour encourager les travaux des champs [4]⁵ mobilise les corvéables de quatorze villages qui, au titre de l'impôt, le réparent et [fabriquent] en outre des hommes en terre, des charrues, des bèches, des nattes (en roseau ou bambou), un enclos et un pavillon. Ces travaux entraînent une dépense de 600 000 ou 700 000 pièces, épuisent les forces des hommes et harassent les employés de l'administration et les corvéables. Je souhaite grâce à ma fortune familiale me porter volontaire pour prendre en charge année après année le façonnage du bœuf, la construction du pavillon à toit de tuiles et à balustrade et tout le nécessaire. [En contrepartie] je demande à ne pas servir comme employé de district, chef de village ou d'escouade ni d'être astreint aux petites corvées. »

Vérification faite, la déclaration de Zhang Jing est correcte ; la dispense peut lui être accordée et transmise à ses descendants. Il sera tenu d'inspecter *de visu* le travail des ouvriers et de veiller à ce que les tâches soient soigneusement exécutées. Les travaux terminés, il fera un rapport.

Ce 24^e jour du mois, par ordre du gouverneur de la commanderie et avec le sceau du gouverneur adjoint.

Transmis [1] le 17^e jour Shenjia du 8^e mois de la deuxième année de l'ère Yanxi (159).

Nous nous sommes interrogés sur l'architecture des constructions qui forment le dispositif évoqué. Nous avons cherché dans la littérature les passages qui concernent la fabrication du bœuf et plus largement les rites attachés au changement des saisons.

Une autre inscription nous a ramenés aux querelles touchant à la propriété foncière et à l'organisation villageoise. Il s'agit d'une pierre naturelle non polie, découverte en 1973 dans le village de Shitingli 侍廷里, situé au sud de la ville de Yanshi 偃師 (Henan). L'inscription se compose de 213 caractères répartis en

4. Patricia Ebrey, « Later Han Inscriptions », *Harvard Journal of Asiatic Studies* 40.2 (1980), p. 325-353.

5. Le chiffre entre crochets indique le nombre de caractères manquants sur l'inscription.

douze colonnes occupant entièrement la pierre qui mesure 154 cm de haut sur 80 cm de large. Elle rapporte l'achat en commun d'un terrain de 82 mu (5,4 ha) de terre agricole pour la somme de 61 500 pièces par vingt-cinq responsables villageois (*fulao* 父老), regroupés dans une association appelée *dan* 憚. Les intéressés conviennent par « contrat gravé sur pierre » (*yueshu shiquan* 約束石券) que les revenus de cette terre serviront à couvrir les dépenses de celui d'entre eux à qui échoira par rotation la charge de chef de village. Le contrat fixe en outre les règles de transmission du droit de jouissance de la terre commune en cas de décès ou de défaut de biens de l'un des contractants.

Depuis sa découverte, cette inscription a donné lieu à une importante littérature, les spécialistes proposant des interprétations divergentes notamment du terme *dan* ; pour Yu Weichao, ce mot désigne une unité administrative parallèle à celle du village *li* 里, qui regroupe tous les villageois (bien que seuls vingt-cinq noms soient mentionnés dans l'inscription) dans le but de couvrir les frais des sacrifices au dieu du Sol *she* 社 (dont il n'est pas fait mention)⁶. Pour d'autres comme Du Zhengsheng, le *dan* désigne, dans le cas présent, une association volontaire, constituée pour assurer une forme de salaire à celui qui exerce provisoirement la charge de *fulao* et que ses responsabilités privent de toute autre activité rémunératrice⁷. À l'interprétation de Yu Weichao, on objecte – calcul de rendement moyen de la terre à l'appui – que le lopin acheté en commun ne suffirait pas à couvrir les frais des sacrifices (dont le montant est pourtant bien difficile à estimer), ou encore que l'efficacité et « l'esprit » des sacrifices au dieu du Sol reposent précisément sur la participation de chaque famille et non sur la seule contribution des plus riches. Autre divergence : si l'on s'entend sur le caractère collectif de la propriété acquise, qu'elle soit celle de vingt-cinq personnes ou de tout le village, les opinions divergent quant à l'origine de ce mode de propriété. Certains ont cru y reconnaître un avatar de l'ancien système *jingtian* 井田 dans lequel le champ central – représenté par le carré au milieu du caractère 井 *jing* ou « puits » – était cultivé en commun pour le bénéfice du seigneur par les huit propriétaires des champs disposés tout autour. Mais d'autres rétorquent que ce système représente un mode idéal qui n'a jamais réellement existé. Plus largement, Yu Weichao, qui a consacré à cette inscription une bonne part de son étude sur les associations villageoises, estime que le *dan* a existé dès le deuxième millénaire, d'abord sous une forme patrimoniale destinée à gérer la propriété d'une famille ou d'un lignage, soit une organisation fondée sur les liens du sang, pour évoluer vers une unité spatiale abritant un dieu du Sol. Si le *dan* recoupait bien désormais le village (*li* 里), il était une association autonome tandis que le village était une division administrative. Ce sont, toujours selon Yu

6. Yu Weichao 俞偉超, *Zhongguo gudai gongshe zuzhi de kaocha – lun xian Qin liang Han de dan – dan -dan* 中國古代公社組織的考察——論先秦兩漢的單—憚—彈, Wenwu, Pékin 1988.

7. Du Zhengsheng 杜正勝, « 'Dan' shi gongshe hai shi jieshe – yu Yu Weichao xian-sheng shangque » '單'是公社還是結社?—與俞偉超先生商榷, *Xinshixue* 新史學, 1^{er} numéro, Taipei 1990, p. 107-124.

Weichao, ces associations villageoises autonomes qui étaient chargées de redistribuer tous les trois ans les terres aux familles de cultivateurs afin de réduire les inégalités induites par les variations de rendement des sols (*shoutian zhi* 授田制). Les réformes de Shang Yang et l'attribution des terres en fonction de l'âge et du nombre de personnes par foyer signèrent la fin de ce système de rotation des terres et donc de cette forme de propriété collective. Dès les Royaumes combattants, la terre put faire l'objet de commerce mais la propriété collective ne disparut pas pour autant. Elle subsista précisément dans les associations villageoises *dan* dans lesquelles la titulature indique qu'une organisation des tâches très sophistiquée existait, selon qu'il s'agissait de célébrer les rites saisonniers, de gérer les récoltes, d'organiser la vente des céréales, d'assurer la sécurité ou de tenir les registres de population. Les bouleversements sociaux de la fin de la dynastie Han démantèleront provisoirement ces regroupements qui ne disparaîtront pas pour autant. Après la révolte des Turbans jaunes (183 de notre ère), ils prendront la forme de milices organisées et dirigées par les autorités locales et ne conserveront que peu de leur autonomie d'origine. C'est dans cette longue évolution que Yu Weichao situe le *dan* du village de Shitingli, quitte à lire parfois dans l'inscription ce qui n'y est pas écrit. Du Zhengsheng, quant à lui, conteste qu'il existe une continuité entre les formes de gestion de la terre dans l'antiquité et les associations *dan* des Han ; il fait en outre remarquer que les multiples fonctions que Yu Weichao croit reconnaître dans l'organisation des *dan*, et qu'il identifie grâce aux données sigillographiques, correspondent non pas aux responsabilités des membres d'une seule association mais à celles de plusieurs associations formées dans des buts différents⁸.

L'inscription avec laquelle nous avons clos les conférences en présentiel (le 11 mars du fait du confinement) décrit précisément ce type d'association formée par des notables. Non datée, elle est dédiée à Liu Xiong 劉熊, un lointain descendant de l'empereur Guangwu (r. 25-57). Celui-ci mit en place une sorte de cagnotte pour financer le recrutement de mercenaires destinés à remplacer les villageois les plus pauvres lorsque viendrait leur tour d'effectuer leur service militaire ; le *verso* de la stèle regroupe cent quatre-vingts noms suivis des sommes versées par les contributeurs – entre deux cents et trois cents pièces, parfois cinq cents. Parmi eux, des notables du district de Suanzao 酸棗 au Henan où la stèle a été érigée, des petits fonctionnaires de la commanderie, des employés de l'administration du district, en exercice ou retraités, et des lettrés, pour certains désignés comme « pieux et intègres »⁹. À nouveau, l'interprétation de Yu Weichao diffère : selon lui, il s'agit de la formation d'une milice de protection du village, soit un détournement des anciennes associations autonomes *dan* transformées par les autorités locales en unités de défense villageoise, ceci précisément au moment où des répliques de la révolte des Turbans jaunes menacent le Henan.

Les séances suivantes ont été organisées par correspondance avec les étudiants et les auditeurs autour de la traduction en français du « Traité des fonctionnaires »

8. Du Zhengsheng, « 'Dan' shi gongshe hai shi jieshe », p. 123.

9. *Lishi* 隸釋, 5, 15a-23a (*Suanzao ling Liu Xiong bei* 酸棗令劉熊碑).

ou « Baiguan gongqing zhi » 百官公卿志 du *Hanshu*. Chaque participant a traduit un passage du « Traité » et nous avons organisé par écrit à partir d'un fichier partagé la discussion et les révisions nécessaires. Ce travail devrait donner lieu à la publication de la traduction du « Traité des fonctionnaires », accompagnée d'un index des titres et d'une présentation sommaire de l'organisation administrative des Han occidentaux (206 A.C. – 23 A.D). Ces travaux s'inscrivent dans le cadre d'un programme intitulé *Titres, rangs et fonctions dans l'empire des Han* que nous avons commencé en 2019 dans le but de réaliser un glossaire de la titulature de l'empire Han. Grâce aux compétences informatiques de M. Colin Brisson, inscrit en thèse à l'EPHE sous ma direction, nous avons mis en place une base de données en ligne à accès (provisoirement) restreint (<https://titulature-han.humanum.fr>). Lors d'une phase préparatoire, nous avons entré plus de cinq cents titres de fonctionnaires avec leur traduction en anglais¹⁰, puis ajouté au fur et à mesure que nous les rencontrions dans le « Traité » les traductions en français des titres existants ou nouveaux. La base compte actuellement près de neuf cents entrées.

10. Sur la base de l'ouvrage de Rafe de Crespigny, *Official Titles of the Former Han Dynasty*, Australian National University Press, Canberra 1967.